

ET SI C'ÉTAIT LA FORMATION DES POLITIQUES QUI ÉTAIT LE VÉRITABLE ENJEU DE LA GOUVERNANCE ?

ÉDITORIAL

Depuis de nombreux mois, l'opinion publique est accaparée par les questions de gouvernance. Van Cau, Lizin, Donfut, Detremmerie, Fournaux et consorts alimentent les unes des journaux et autres feuillets médiatiques. Au grand dam de nos concitoyens. À juste titre, ceux-ci souhaitent que leurs responsables politiques soient irréprochables et s'impliquent à fond dans leurs missions. Aujourd'hui, tous les partis rivalisent d'inventivité pour mettre en place des mécanismes susceptibles de prévenir les dérapages. Il était temps, serions-nous tentés d'écrire. Mais la vérité est peut-être ailleurs...

LE VRAI PROBLÈME

De prime abord, les questions éthiques paraissent primordiales. Et pourtant... Toutes ces affaires ne sont-elles pas, finalement, que des cas individuels ? Quoi qu'on en pense, la magouille n'est pas au cœur du système socialiste et les pratiques frauduleuses ne font pas partie de la nature profonde de la droite. À vrai dire, pour favoriser la bonne gouvernance, il serait plus utile de se focaliser sur la formation de nos politiciens, plutôt que sur leur probité.

En réalité, les matières deviennent de plus en plus complexes et changeantes.

Les affaires sociales, la sécurité alimentaire, les nouvelles technologies, l'aménagement du territoire, les réglementations urbanistiques, les économies d'énergie, les affaires européennes : autant de domaines qui, pour être traités, demandent un niveau minimum de connaissances. Sans compter qu'en Belgique, la répartition des compétences entre l'État fédéral et les entités fédérées est sans cesse modifiée. En d'autres termes, la formation de nos élus est devenue un enjeu majeur.

Il va sans dire que dans la sphère politique, il est délicat de douter du niveau de ses collègues. Le sujet est presque tabou. Pour la presse, c'est tout aussi périlleux. Mettre en avant les faiblesses de nos décideurs ne peut être que du populisme de bas étage. A priori, tous nos ministres et tous nos parlementaires sont à la hauteur des matières qu'ils ont à traiter.

Comment, dès lors, aborder cette problématique sans verser dans la démagogie ? En rappelant d'abord qu'il est impensable de fixer un accès à la fonction politique. Chacun a le droit de se soumettre au suffrage universel. C'est l'un des principes de base de la démocratie. Toutes les classes de la population doivent être représentées équitablement. Par ailleurs, ne croyons pas que nos mandataires ne fassent aucun effort pour enrichir leur savoir.



Il est impensable de fixer un accès à la fonction politique. Chacun a le droit de se soumettre au suffrage universel. C'est l'un des principes de base de la démocratie.

MIEUX INFORMÉS QUE FORMÉS

En dehors de leurs sources personnelles, les femmes et les hommes politiques s'appuient essentiellement sur leur parlement et leur parti pour se mettre au goût du jour. Dans leurs assemblées, ils disposent en effet de nombreux outils d'information : journaux, livres, rapports, internet... Ils peuvent interroger les experts. Ils peuvent aussi s'adresser aux secteurs et aux lobbies. En matière de formation, malheureusement, la seule opportunité qui leur est offerte est le cours de langue. Sinon, ils doivent chercher à l'extérieur séminaires et colloques. Quant aux partis, ils disposent de la même panoplie. Si ce n'est qu'ils disposent, en plus, de bureaux d'études.

Bref, la révolution copernicienne serait d'améliorer le niveau de professionnalisme de la classe politique. Ne faudrait-il pas que les partis soient aussi exigeants vis-à-vis de leurs représentants que ne le sont les organisations professionnelles ? Non pas réclamer des diplômes à l'entrée. Inutile d'aller vers le slimste mens ter wereld ni vers l'hyperspécialisation. Dès lors, essayons plutôt de former des généralistes dignes de cette appellation, capables de faire de la vulgarisation, pas de la communication. Retournons au fond des choses sans les compliquer.

Pourquoi celles et ceux qui sont engagés dans la chose publique ne pourraient-ils pas être incités à suivre, chaque année, des programmes de formation ? Comme dans certaines professions, ils pourraient accumuler des points afin d'être accrédités. Restaurer la confiance dans la politique est peut-être à ce prix. C'est en élevant le niveau de qualification de nos mandataires que nous tendrons vers une meilleure gestion de la cité et une meilleure perception des politiques par la population. ○

